

# Assemblée générale



Distr. générale  
27 juillet 2009  
Français  
Original: anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-deuxième session

### Compte rendu analytique de la 891<sup>e</sup> séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le jeudi 2 juillet 2009, à 9 h 30.

*Président:* M. Soogeun Oh ..... (République de Corée)

## Sommaire

Projet de loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date de distribution du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.09-85153 (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Projet de loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics** (A/CN.9/664, 668 et 672; A/CN.9/WG.I/WP.68 et Add.1; A/CN.9/WG.I/WP.69 et Add.1 à 5; A/CN.9/XLII/CRP.2 et A/CN.9/WG.I/XV/CRP.2)

1. **Le Président** invite le secrétariat à faire le bilan des travaux entrepris par le Groupe de travail I (Passation de marchés) depuis sa trente-septième session en 2004, afin de mettre à jour la Loi type de la CNUDCI sur la passation de marchés de biens, de travaux et de services (la Loi type).

2. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) dit que le Groupe de travail a pour mandat d'actualiser la Loi type afin de tenir compte des nouvelles pratiques, en particulier celles qui résultent de l'utilisation des communications électroniques dans la passation des marchés publics, et de l'expérience acquise dans l'utilisation de la Loi type comme base de réforme législative. Un aspect important du mandat est que le réexamen ne s'écarte pas des principes fondamentaux de la Loi type. Un projet de texte révisé (publié sous les cotes A/CN.9/WG.I/WP.69 et Add.1-5) est présenté à la Commission à sa session actuelle.

3. Suite à l'entrée en vigueur, en décembre 2005, de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Commission a prié le Groupe de travail d'examiner la cohérence de la Loi type avec les dispositions de ladite Convention. Elle lui a, en particulier, demandé d'examiner la question des conflits d'intérêt et des déclarations d'intérêt, sujet qui n'avait pas été traité dans la Loi type. Le Groupe de travail a également examiné, lors de ses délibérations, la passation de marchés intéressant la défense et l'usage extensif de critères socioéconomiques dans la passation de marchés. Bien que les principaux paramètres de la plupart des questions aient été réglés, un débat sur certains points demeure nécessaire.

4. Le Groupe de travail a commencé à examiner d'éventuelles révisions de la Loi type lors de sa sixième session, le 30 août 2004, et a poursuivi ses travaux au cours des 10 sessions suivantes. Les premières sessions ont porté essentiellement sur trois sujets principaux, pour lesquels le Groupe de travail a recommandé l'adoption de dispositions entièrement nouvelles ou des modifications substantielles:

l'utilisation des communications électroniques dans la passation des marchés publics, les enchères électroniques inversées et les accords-cadres. Malgré un accord de principe sur la plupart de ces dispositions, quelques questions d'ordre rédactionnel subsistaient. Les sessions suivantes ont mis l'accent sur la passation des marchés de services, les autres méthodes de passation de marchés ainsi que la simplification et la normalisation de la Loi type, et de nouvelles dispositions et des modifications importantes ont été examinées.

5. **M<sup>me</sup> Nicholas** propose de passer en revue les progrès faits sur les différentes questions identifiées par le Groupe de travail, en commençant par les communications électroniques. Le Groupe de travail a recommandé l'incorporation, dans un nouvel article 8 du projet de loi type révisée, de nouvelles dispositions autorisant l'emploi des communications électroniques dans le processus de passation des marchés et portant à la fois sur les moyens et sur la forme des communications. Cet article viendra remplacer l'article 9 de la Loi type de 1994 qui ne concernait que la forme. L'article 8 a été rédigé de façon à éviter toute incertitude quant à la forme et aux moyens de communication pouvant être utilisés. Il ne fait pas de distinction entre les communications sur papier et les communications électroniques et ne fait référence à aucun support particulier. Tous les moyens de communication doivent opérer sur la base d'une équivalence fonctionnelle. Dès lors, l'information doit être sous une forme qui permette la traçabilité de son contenu et qui soit accessible pour consultation ultérieure. Autrement dit, la forme écrite peut être requise, mais peu importe que le support soit le papier ou un écran. Le projet d'article 8 autorise les appels d'offres électroniques et garantira par ailleurs l'égalité entre la publication électronique et la publication traditionnelle des avis de passation de marchés.

6. Pour répondre aux éventuelles préoccupations concernant l'utilisation des techniques du commerce électronique, des mesures de protection de la confidentialité, de la traçabilité et de l'intégrité ont été incluses. Mais surtout, les normes autrefois applicables aux communications sur papier sont maintenant, dans la version révisée de la Loi type, également applicables aux communications électroniques. En particulier, aucun moyen ou forme de communication ne doit être utilisé pour restreindre l'accès à la procédure de

passation. Les dispositions garantiront également la transparence et la prévisibilité en exigeant de l'entité adjudicatrice qu'elle précise au début de la procédure de passation toute exigence particulière quant à la forme ou au moyen de communication à employer.

7. Les enchères électroniques inversées correspondent à une enchère en ligne en temps réel faisant intervenir l'entité adjudicatrice et un certain nombre de fournisseurs. Le terme "inversée" fait référence au fait que les fournisseurs font des offres de prix à la baisse afin de remporter le marché. Compte tenu des énormes avantages potentiels en termes d'économies sur les prix, le Groupe de travail recommande d'inclure, dans le projet de loi type révisée, des dispositions sur les enchères électroniques. Les enchères non électroniques, en revanche, comportent des risques de collusion. L'usage des enchères électroniques inversées sera soumis à certaines conditions et les règles de procédure seront applicables aussi bien aux enchères électroniques inversées qui s'insèrent dans d'autres méthodes de passation qu'à celles qui sont constituées d'une méthode à part entière. Les recommandations du Groupe de travail sont applicables uniquement au type d'enchères pour lequel la meilleure offre, selon les critères d'attribution, est identifiée automatiquement à la fin du processus. Les autres types, qui requièrent une évaluation postérieure, sont jugés présenter des risques inacceptables. Le système informatique sur lequel se fonde l'enchère électronique inversée doit donc prévoir une réévaluation automatique des offres à mesure qu'elles sont révisées au cours de l'enchère, de sorte que les soumissionnaires puissent savoir à tout instant si leur offre l'emporte. En ce qui concerne les facteurs autres que le prix, le Groupe de travail a conclu que ceux-ci pourraient compliquer le processus, le rendre moins représentatif des coûts et moins transparent.

8. Des études sur les enchères électroniques inversées ont démontré que celles-ci risquent de conduire à la soumission d'offres anormalement basses, qui pourraient entraîner un risque d'inexécution du marché. Le Groupe de travail a toutefois conclu qu'un tel risque est présent dans toute procédure de passation de marchés et n'est probablement pas plus important dans les enchères électroniques inversées que dans toute autre procédure de passation, du moins à long terme. Il recommande donc d'insérer dans le projet de loi type révisée des dispositions imposant à l'entité adjudicatrice d'examiner le risque posé par une

soumission anormalement basse, aussi bien au moment de l'évaluation de la soumission qu'au moment de l'examen des qualifications des fournisseurs. L'entité adjudicatrice n'aurait la faculté de rejeter une soumission qu'après un tel examen et après avoir conclu que la soumission était anormalement basse et qu'il existait un risque d'inexécution. Il s'agit d'une exception très limitée et rigoureuse au principe général selon lequel les soumissions individuelles ou autres offres ne peuvent être rejetées en raison du risque de corruption qu'un tel rejet pourrait impliquer.

9. Le Groupe de travail a également examiné très en détail les accords-cadres. Il s'agit de passations en deux étapes, pour lesquelles un ou plusieurs fournisseurs concluent, dans un premier temps, un accord-cadre avec l'entité adjudicatrice, et se voient attribuer par celle-ci, dans un deuxième temps, des marchés sous la forme de commandes. Les accords-cadres n'avaient pas été abordés dans la Loi type de 1994, mais sont maintenant largement utilisés dans la pratique et comportent plusieurs avantages, tels que la réduction des coûts administratifs et des opérations ainsi que des délais puisque certaines étapes du processus de passation sont réglées en une seule fois pour une série de marchés. La sécurité de l'approvisionnement est un autre avantage.

10. Le Groupe de travail recommande d'incorporer au projet de loi type révisée des dispositions sur trois types d'accords-cadres. Le premier est un accord-cadre "fermé", dans lequel sont fixées les spécifications et toutes les conditions du marché, de sorte que les fournisseurs ne soient pas remis en concurrence lors de la deuxième étape de la passation. Il peut être conclu avec un ou plusieurs fournisseurs. Le deuxième est un accord-cadre "fermé" qui définit les spécifications et les principales conditions de la passation mais comprend une nouvelle mise en concurrence des fournisseurs parties à l'accord-cadre avant que l'entité adjudicatrice n'attribue le marché. Il est toujours conclu avec plusieurs fournisseurs. Le troisième est un accord-cadre "ouvert" conclu avec plusieurs fournisseurs et comprenant une deuxième étape de mise en concurrence des fournisseurs parties à l'accord-cadre. Il est prévu que la passation d'un marché par accord-cadre ouvert se fasse par voie électronique et soit utilisée pour des passations de marchés simples. Comme dans le cas des enchères électroniques inversées, les accords-cadres seront soumis à des conditions générales et des procédures

spécifiques seront applicables à chaque type. Certaines questions à cet égard n'ont pas encore été réglées.

11. Les accords-cadres présentent certains risques, en particulier ceux conclus entre un groupe défini de fournisseurs et l'entité adjudicatrice. Le marché étant, de fait, fermé pour la durée de l'accord, cela pourrait compromettre une concurrence véritable. Il existe aussi un certain risque de collusion entre fournisseurs pendant la durée de l'accord-cadre et il pourrait être difficile d'assurer un suivi efficace des accords. Le Groupe de travail recommande donc que les États soient tenus d'imposer une durée maximale pour les accords-cadres fermés afin qu'ils ne puissent servir à exclure des fournisseurs de la mise en concurrence, pour de longues périodes. Le Groupe de travail a aussi examiné attentivement la question du respect de la transparence en exigeant que soit publiée une série d'avis tout au long du processus.

12. Les listes de fournisseurs sont une alternative aux accords-cadres. Le Groupe de travail a initialement convenu que, compatibles ou non avec les principes fondamentaux, buts et objectifs de la Loi type, ces listes sont utilisées dans la pratique et leur emploi doit donc être soumis à des normes minimums. Toutefois, il a par la suite conclu qu'il n'était pas nécessaire de traiter la question dans le projet de loi type révisée parce que les dispositions souples sur les accords-cadres (en particulier les accords-cadres ouverts) seraient suffisantes pour apporter les avantages supposés des listes de fournisseurs et éviter certains des risques. Ce point n'étant pas accepté de façon universelle par les parties prenantes, les raisons de la conclusion du Groupe de travail seront exposées en détail dans le guide pour l'incorporation, qui traitera aussi des problèmes, bien documentés, posés par l'utilisation des listes, tels que leur utilisation non transparente et parfois inappropriée afin de restreindre l'accès au marché, même là où des contrôles tels que des listes ouvertes de façon permanente et des procédures d'inscription simples existent, et même lorsque les listes sont facultatives.

13. Le Groupe de travail a convenu, à sa sixième session, que le projet de loi type révisée devrait conserver les différentes options pour la passation de marchés de services, mais que le Guide pour l'incorporation devrait être plus détaillé quant aux types de services et aux cas dans lesquels les différentes méthodes devraient être utilisées. Le

Groupe de travail a également décidé de réexaminer l'emploi des méthodes de passation autres que l'appel d'offres, les conditions de leur utilisation et la question de savoir si toute la panoplie de méthodes devait être maintenue. Un examen de l'ensemble de ces méthodes est ainsi devenu un élément principal de l'exercice de simplification et de normalisation.

14. Le Groupe de travail a relevé dans la Loi type un chevauchement partiel entre deux des procédures de sélection des services et la procédure de sollicitation de propositions. En outre, toutes les procédures qui peuvent être utilisées pour les biens et travaux peuvent également être utilisées pour les services, ce qui pourrait rendre superflue l'incorporation de dispositions distinctes. Les caractéristiques communes sont les suivantes: il peut y avoir sollicitation ouverte en commençant par une annonce publique ou sollicitation directe auprès des fournisseurs; les propositions sont soumises sur la base d'un ensemble défini de spécifications qui ne peuvent être changées; les critères d'évaluation peuvent porter sur les compétences techniques et de gestion du fournisseur ou de l'entrepreneur; les prix sont considérés séparément et après la fin de l'évaluation technique. La seule procédure qui soit distincte des autres dans la Loi type est la procédure de sélection de services avec négociations consécutives.

15. Certaines délégations ont donc proposé une méthode négociée unique pour tous les types de passation de marchés, qui serait appelée "sollicitation de propositions avec dialogue compétitif", et qui a été examinée en détail aux quinzième et seizième sessions du Groupe de travail. Le résultat a été présenté à la Commission en tant que nouvelle méthode de passation sous la cote A/CN.9/XLII/CRP.2. Les principaux défis de la passation négociée consistent à trouver un équilibre entre marge d'appréciation et flexibilité (permettant d'obtenir le meilleur rapport qualité/prix), et des procédures réglementées visant à prévenir l'abus du pouvoir discrétionnaire conféré; garantir une transparence suffisante (divulgaration à l'avance des règles du jeu) tout en laissant une marge pour la négociation; et donner à l'entité adjudicatrice un certain contrôle du nombre de fournisseurs avec lesquels elle négocie. Ce dernier objectif pourrait être atteint par une préqualification, une présélection, une évaluation de la conformité ou l'exclusion des solutions techniques. Une autre question est de savoir

quels aspects de la passation de marchés prévue seraient négociés au cours de la phase de dialogue.

16. Bien que les partisans de la méthode négociée estiment qu'elle devrait remplacer les autres méthodes impliquant des négociations, un certain nombre de délégations se sont déclarées en faveur du maintien des autres méthodes (y compris la négociation compétitive, les appels d'offres en deux étapes et peut-être même les négociations consécutives) pour des cas particuliers tels que les passations d'urgence suite à une catastrophe. Comme l'introduction de méthodes de passation supplémentaires est contraire au principe de simplification et de normalisation, le Groupe de travail a laissé à la Commission le soin de déterminer quelles méthodes devraient être conservées.

17. Le Groupe de travail a également réexaminé les conditions d'emploi des méthodes de passation autres que l'appel d'offres. Selon le texte de 1994, les appels d'offres en deux étapes, les sollicitations de propositions et la négociation avec appel à la concurrence pouvaient être utilisés aux mêmes conditions. Les appels d'offres restreints ou la sollicitation directe dans le cas des services pouvaient être utilisés lorsque les biens, travaux ou services étaient disponibles seulement auprès d'un nombre limité de fournisseurs ou d'entrepreneurs. Les dispositions sur la transparence applicables à ces méthodes n'étaient pas pleinement cohérentes ou exécutables. Certaines des conditions en question pouvaient aussi justifier la sollicitation d'une source unique, méthode la moins avantageuse puisqu'elle élimine complètement la concurrence. Le Groupe de travail a décidé de reformuler ces dispositions pour exiger de l'entité adjudicatrice qu'elle utilise la méthode la plus concurrentielle afin que les sollicitations de source unique ne soient admissibles qu'en cas d'urgence. La sollicitation internationale ouverte devrait donc s'appliquer par défaut, à moins qu'un appel d'offres restreint ou national ne se justifie. Les dispositions reformulées devront être définitivement fixées une fois terminé l'examen des différentes méthodes de passation et de leurs utilisations normales.

18. Bien que le Groupe de travail ait convenu de simplifier et de rationaliser la Loi type en supprimant les répétitions, les incohérences et les dispositions inutilement détaillées, les données actuelles pointent vers l'existence d'un plus grand nombre de méthodes

qu'auparavant, et la Commission est invitée à examiner comment régler cette situation.

19. Afin de promouvoir la simplification et l'harmonisation du régime juridique prévu dans la loi type, le Groupe de travail a convenu de supprimer l'exclusion générale des marchés intéressant la défense et la sécurité nationales parce que tous les marchés dans ces secteurs ne sont pas sensibles. Comme certains peuvent toutefois être très sensibles, il pourrait être nécessaire, pour permettre la préservation de la confidentialité, de suspendre certaines exigences de transparence.

20. Les procédures d'appels d'offres ont été abordées dans le texte de 1994 avec beaucoup plus de précision que les autres méthodes de passation de marchés. Comme bon nombre des règles concernant les procédures d'appel d'offres sont d'application générale, le Groupe de travail a rassemblé tous les principes et procédures dans le chapitre premier de la Loi type révisée. Ils comprennent: les règles standard régissant le choix de la méthode de passation et de la sollicitation ouverte ou directe; la description du marché; les critères d'évaluation; le recours facultatif à des garanties de soumission dans toutes les méthodes de passation; les procédures de préqualification; la confidentialité; l'acceptation de l'offre et l'entrée en vigueur du marché.

21. La Commission est invitée à déterminer si le chapitre premier devrait inclure d'autres dispositions relatives, par exemple, aux demandes de manifestation d'intérêt et aux règles générales régissant les précisions et modifications au cours du processus de passation d'un marché.

22. Le projet de loi type révisée ne fait plus de distinction entre les méthodes de passation de marchés pour d'une part les biens ou travaux, et d'autre part les services. L'accent est désormais mis sur la complexité et la facilité ou non d'identifier et d'évaluer ce qui doit être acquis. Si des spécifications ou caractéristiques détaillées peuvent être formulées dès le départ et évaluées selon des critères quantifiables et transparents, la passation des marchés ne devrait pas nécessiter de négociations. En plus de la méthode normale d'appel d'offres, les méthodes pertinentes sont: l'appel d'offres ouvert ou restreint (système d'enveloppe unique), la sollicitation ouverte ou restreinte de propositions sans négociation (système à deux enveloppes), la demande de devis et l'enchère

électronique inversée. À l'autre extrémité du spectre, lorsque les spécifications ou les caractéristiques ne peuvent être évaluées grâce à des critères quantifiables, les méthodes nécessiteront des négociations telles que le dialogue compétitif. Même si une approche légèrement différente quant à l'identification de méthodes de passation de marchés est en cours d'adoption, les principes fondamentaux de 1994 ne changeront pas, l'appel d'offres restant la méthode par défaut et les conditions régissant l'utilisation de la sollicitation d'une source unique restant rigoureuses.

23. Le Groupe de travail a également formulé un ensemble de critères pour l'évaluation et la comparaison des offres. Selon le projet d'article 12, ces critères devront avoir un rapport avec l'objet du marché et être, dans la mesure du possible, objectifs et quantifiables. Ils devront être dévoilés dès le début de la passation, en même temps que les marges de préférence, les coefficients de pondération, les seuils et les modalités d'application de ces marges, coefficients et seuils. Le Groupe de travail est convenu des principes mais les détails n'ont pas encore été finalisés.

24. Le Groupe de travail a indiqué qu'il examinera la manière dont le recours à la passation de marchés pour promouvoir des politiques industrielles, sociales et environnementales est abordé dans la Loi type, en formulant par exemple des conseils supplémentaires sur la façon de renforcer la transparence et l'objectivité. Ces thèmes sont abordés dans le document A/CN.9/WG.I/XV/CRP.2. L'objectif recherché étant le plus souvent de permettre à l'État adoptant de protéger son économie nationale, l'entité adjudicatrice peut prendre en compte des facteurs non objectifs pour déterminer l'offre à retenir. La Commission sera invitée à étudier la possibilité de regrouper certaines des dispositions de la Loi type. Une question particulièrement importante est de savoir si tous les facteurs socioéconomiques doivent être traités comme des critères d'évaluation.

25. Certains instruments, comme par exemple l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), traitent les critères socioéconomiques comme des questions de qualification, c'est-à-dire comme des conditions d'éligibilité pour la participation à une passation. Des consultations informelles ont révélé qu'il y avait peu de soutien pour l'idée, en particulier dans le contexte d'une disposition du projet de loi type révisée, qui

autoriserait l'exclusion, dans certains cas, de la concurrence étrangère dans la passation de marchés internes. Certains instruments nationaux contiennent des programmes réservés pour les minorités, qui peuvent avoir une incidence sur la concurrence.

26. La Convention des Nations Unies contre la corruption exige pour les systèmes de passation des marchés publics un système de recours interne efficace qui garantisse l'exercice des voies de droit. Les dispositions de la Loi type de 1994 concernant le recours interne sont facultatives, administratives et limitées, et ne prévoient pas l'indépendance de l'examen. Le Groupe de travail estime que les dispositions ne sont pas suffisamment rigoureuses pour être conformes à la Convention, et recommande, entre autres, qu'elles soient rendues obligatoires, que la liste des exceptions soit supprimée, et que toute décision concernant la méthode de passation d'un marché soit susceptible de recours. Le Groupe de travail recommande également, pour garantir une procédure de recours efficace, l'introduction d'un délai d'attente avant l'entrée en vigueur d'un marché. La question de l'étendue des réparations pouvant être accordées si un problème surgit n'est pas encore réglée, et les dispositions de l'Accord sur les marchés publics relatives à la réparation semblent différer de celles du texte de la Loi type de 1994.

27. Les questions soulevées par la participation communautaire à la passation de marchés sont principalement liées aux phases de planification et d'exécution d'un projet. Étant donné l'importance croissante de ce type de participation et l'éventuelle nécessité d'une législation l'autorisant, les dispositions de la Loi type ont été revues afin de veiller à ce qu'elles ne fassent pas obstacle à la participation communautaire pour un projet nécessitant une passation de marché. Le Guide pour l'incorporation fournira des orientations supplémentaires.

28. La Loi type permet aux entités adjudicatrices de demander à tous les participants l'authentification des documents, ce qui peut être long et coûteux pour eux. À ce facteur dissuasif s'ajoute le fait que tout ou partie des frais généraux supplémentaires engagés par les fournisseurs peuvent être répercutés sur les entités adjudicatrices. Le Groupe de travail a donc recommandé de modifier les dispositions de la Loi type pour permettre à l'entité adjudicatrice de demander

l'authentification des pièces produites uniquement au fournisseur retenu.

29. Enfin, s'agissant des conflits d'intérêts, la Convention des Nations Unies contre la corruption exige que les États adoptants prévoient, s'il y a lieu, des mesures pour réglementer les questions touchant les personnels chargés de la passation des marchés, telles que l'exigence d'une déclaration d'intérêt pour certains marchés publics, des procédures de sélection desdits personnels et des exigences en matière de formation. Il n'y a pas de dispositions équivalentes dans la Loi type de 1994 et le Groupe de travail estime que le texte révisé devrait inclure un renvoi approprié à la Convention.

30. Le secrétariat croit comprendre que la Commission pourrait envisager de créer un comité plénier afin d'examiner en détail le texte révisé.

31. **M. Marca Paco** (État plurinational de Bolivie) demande si les dispositions du projet de loi type révisée permettraient la sollicitation d'une source unique par un gouvernement comme moyen d'accroître les investissements publics et favoriser la croissance et l'efficacité dans certains secteurs économiques, comme les municipalités et les collectivités locales. Bien que la valeur monétaire de ces marchés ne soit pas très grande en termes absolus, les opportunités économiques offertes sont de grande importance pour les secteurs concernés. Lorsque l'objectif est de générer des bénéfices immédiats pour un secteur donné, les procédures de passation de marchés standard prennent trop de temps. La délégation bolivienne espère que de telles considérations pourront être prises en compte dans le projet de loi type révisée, de sorte qu'il puisse être fait appel plus souvent à certaines catégories de fournisseurs pour permettre la réalisation d'objectifs spécifiques de politique sociale.

32. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) dit que le projet d'article 7 énonce les conditions à respecter par une entité adjudicatrice qui souhaite avoir recours à la sollicitation d'une source unique. Sous réserve des conditions prévues dans cet article – une condition pertinente étant que l'entité adjudicatrice fasse paraître un avis public et autorise de façon satisfaisante la formulation de commentaires – la sollicitation d'une source unique peut être utilisée pour promouvoir les politiques socioéconomiques visées ailleurs dans le projet de loi type révisée. En théorie donc, un objectif socioéconomique tel que les investissements publics

serait couvert par la Loi type. La question pourra être examinée plus en détail lors de l'examen par le Comité plénier du document A/CN.9/WG.I/XV/CRP.2.

*La séance est suspendue à 11 heures et reprise à 11 h 40.*

33. **Le Président** invite la Commission à formuler des observations sur la proposition visant à étendre le mandat du Groupe de travail I aux aspects socioéconomiques et à l'exemption pour l'industrie de la défense.

34. **M. Frühmann** (Autriche) dit que sa délégation appuie la proposition.

35. **M. Ekedede** (Nigéria) dit que sa délégation appuie la proposition d'inclure les questions socioéconomiques dans le mandat du Groupe de travail. De telles questions engloberaient les notions de meilleur rapport qualité/prix, de transparence, de flexibilité et de responsabilité. Les marchés de biens, travaux et services sont d'une importance primordiale pour les pays en développement, où ils représentent souvent plus de 50 % du budget. Il s'agit également d'un domaine qui est miné par des pratiques non conventionnelles, pour ne pas parler de la corruption. La loi type vise à aider les pays en développement et à encourager les meilleures pratiques. Ses dispositions devraient donner plus de force aux fournisseurs nationaux des pays en développement en les protégeant d'une concurrence indue.

36. **Le Président** dit que, en l'absence de toute objection, il considérera que la Commission approuve l'inclusion des aspect socioéconomiques et de l'exemption pour l'industrie de la défense dans le mandat du Groupe de travail.

37. *Il en est ainsi décidé.*

38. **Le Président** dit que, en l'absence de toute objection, il considérera que la Commission souhaite mettre en place un comité plénier chargé d'effectuer une seconde lecture du projet de la loi type révisée sur la passation des marchés.

39. *Il en est ainsi décidé.*

40. **Le Président** invite la Commission à procéder à l'élection du président du Comité plénier.

41. **M. Frühmann** (Autriche) propose que la présidence du Comité plénier soit confiée à M<sup>me</sup> Blanchard (Canada).

42. **M. Denison Cross** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et **M<sup>me</sup> Smejkalová** (République Tchèque) appuient cette proposition.

43. *M<sup>me</sup> Blanchard (Canada) est élue Présidente par acclamation.*

44. **Le Président** dit que le Comité plénier se réunira immédiatement après l'ajournement de la séance afin d'entamer la seconde lecture du texte révisé de la Loi type.

*La séance est levée à 11 h 50.*